



# LES BALANCES DES PAIEMENTS 2020 DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## (SYNTHÈSE)

Les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sont publiées selon la norme de la sixième édition du « Manuel de balance des paiements » du FMI (« BPM6 »).

Principaux postes de la balance des paiements (soldes)	Montants en milliards de F CFP					
	Nouvelle-Calédonie			Polynésie française		
	2018 (r)	2019 (r)	2020 (p)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (p)
<b>Compte des transactions courantes (I)</b>	<b>-44,0</b>	<b>-64,6</b>	<b>-25,5</b>	<b>33,4</b>	<b>-9,1</b>	<b>-4,0</b>
dont : - Biens	-78,8	-117,2	-79,5	-164,3	-198,2	-160,7
- Services	-54,6	-47,0	-44,8	69,3	62,9	23,7
- dont voyages	-4,2	-4,8	-4,8	47,0	50,7	20,1
- dont transports	-23,2	-28,3	-26,9	11,5	9,6	-1,0
- dont services divers aux entreprises	-26,5	-24,6	-24,1	1,0	-2,0	-1,5
- Revenus primaires	38,1	42,5	44,2	60,3	61,8	62,1
- Revenus secondaires	51,4	57,2	54,6	68,1	64,4	71,0
<b>Compte de capital (II)</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)</b>	<b>-44,7</b>	<b>-64,7</b>	<b>-26,0</b>	<b>33,4</b>	<b>-9,1</b>	<b>-4,0</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-21,0</b>	<b>-68,2</b>	<b>-22,5</b>	<b>6,1</b>	<b>3,8</b>	<b>12,2</b>
dont : - Investissements directs (IV)	-25,2	-69,8	-54,4	3,2	1,5	1,7
- Investissements de portefeuille (V)	3,7	3,9	4,3	1,5	0,6	2,4
- Autres investissements	0,5	-2,2	27,6	1,4	1,7	8,1
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>23,7</b>	<b>-3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>-27,3</b>	<b>12,9</b>	<b>16,2</b>
<i>Pour mémoire PIB</i>	<i>995,0</i>	<i>1006,0</i>	<i>1006,0</i>	<i>636,3</i>	<i>657,2</i>	<i>609,1</i>

(r) : chiffres révisés

(p) : chiffres provisoires

Sources : IEOM, ISEE, ISPF

En 2020, la crise sanitaire a engendré un ralentissement des économies de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, ce qui a impacté leur balance des paiements. Le solde des transactions courantes s'est amélioré pour les deux territoires, bien que toujours déficitaire. Cette évolution est en partie liée à la diminution des échanges de biens. Les importations ont en effet diminué de 13,8 % en Nouvelle-Calédonie et de 20,9 % en Polynésie française en 2020. Quant aux exportations, elles baissent respectivement de 2,1 % et 47,7 %. En parallèle, la moindre activité dans le secteur tertiaire, notamment le tourisme et les transports, a engendré une nette dégradation du solde de la balance des services en Polynésie française avec une réduction de son excédent de 39,2 mds F CFP. Enfin, la Nouvelle-Calédonie enregistre des entrées nettes de capitaux sur son compte financier, à hauteur de 22,5 mds F CFP, en raison d'une baisse des investissements directs entrants et de l'évolution de la politique monétaire de l'IEOM. En Polynésie française, le compte financier affiche, à l'inverse, une hausse des avoirs nets de 12,2 mds F CFP portées par l'ensemble des catégories d'investissement.

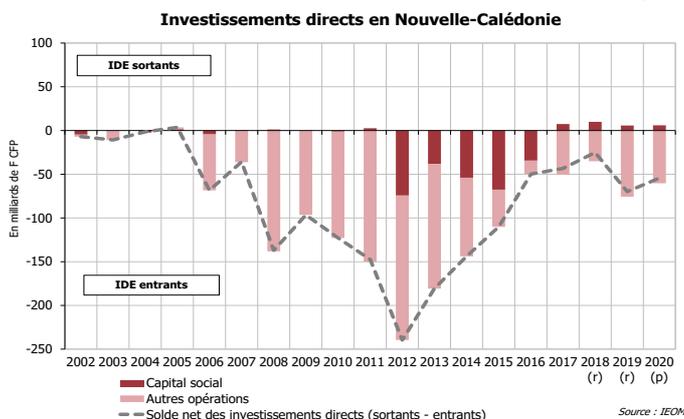
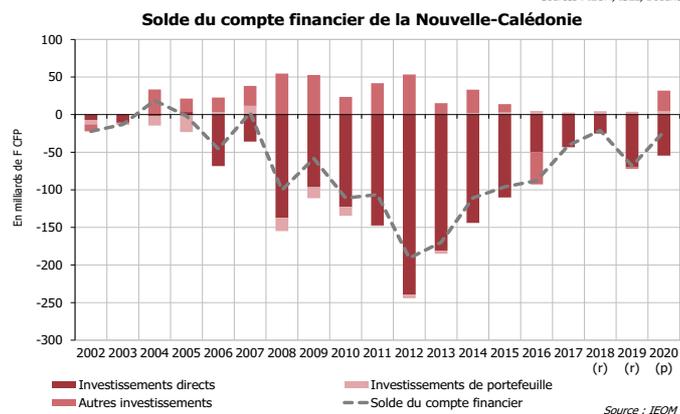
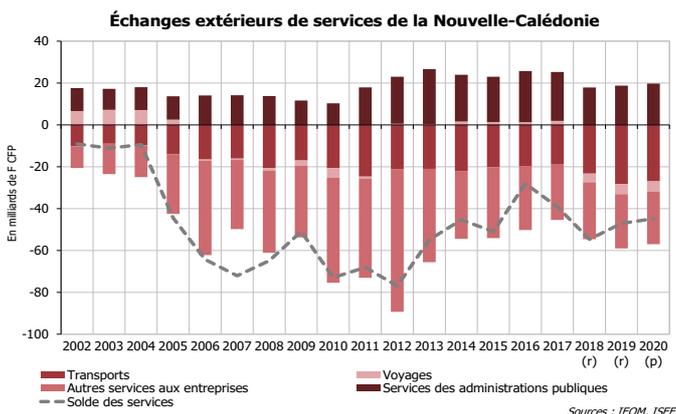
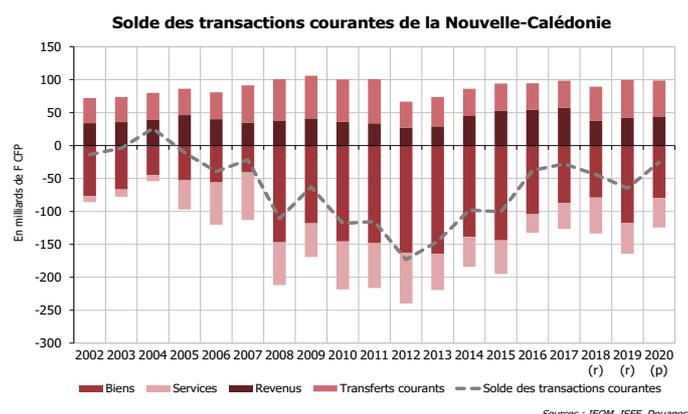
## La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie

En 2020, l'économie calédonienne a été impactée par la crise sanitaire, dès le premier trimestre, ainsi que par d'importantes tensions dans le secteur du nickel en fin d'année. Toutefois, les différentes mesures de soutien déployées par l'Etat, la Nouvelle-Calédonie et les provinces, ont permis de limiter l'impact sur l'économie.

Le solde des transactions courantes s'améliore et s'établit à -25,5 mds F CFP en 2020 contre -64,6 mds F CFP en 2019. Cette évolution est principalement liée à la contraction des échanges commerciaux. Les importations de biens diminuent de 13,8 % en 2020, tandis que les exportations ne baissent que de 2,1 %, entraînant mécaniquement une réduction du déficit des échanges de biens de 37,7 mds F CFP. La baisse des importations fait suite à une hausse exceptionnelle enregistrée l'année précédente (achat avions, bus, palangriers).

Les échanges de services affichent un déficit de -44,8 mds F CFP (contre -47,1 mds en 2019, en légère baisse). La fermeture des frontières et les conditions pour entrer et sortir du territoire ont eu pour conséquence une baisse significative du nombre de touristes (31 229 passagers soit quatre fois moins qu'en 2019) et de croisiéristes (117 699 passagers soit trois fois moins). De la même façon, les calédoniens ont aussi moins voyagé (48 488 passagers, trois fois moins qu'en 2019). Ainsi, les lignes voyage et transport aérien ont été impactées dans les deux sens et affichent finalement une baisse de leur déficit.

En 2020, le compte financier traduit une entrée nette de capitaux à hauteur de 22,5 mds F CFP (après 68,2 mds F CFP en 2019). Le solde des investissements directs étrangers s'améliore en 2020, du fait principalement de la baisse des investissements directs entrants (-17,8 mds F CFP) qui couvrent généralement les opérations financières entre maisons-mères et filiales, notamment dans le secteur métallurgique. De plus, les autres investissements, qui retracent les opérations de dépôts et de crédits vis-à-vis de l'extérieur de la part du système bancaire, des administrations publiques et des « autres secteurs » (entreprises et ménages), se soldent par des sorties nettes de 27,6 mds F CFP en 2020 après des entrées nettes de 2,2 mds F CFP en 2019. Cette évolution s'explique en partie par le changement de politique monétaire mise en place par l'IEOM fin 2019 se traduisant par une amélioration de la position extérieure nette du secteur bancaire de 26,9 mds F CFP sur l'année. Par ailleurs, les engagements des administrations publiques augmentent de 24,5 mds F CFP en 2020, en raison des décaissements du prêt AFD garanti par l'Etat.



(r) : chiffres révisés

(p) : chiffres provisoires

## La balance des paiements de la Polynésie française

La crise sanitaire engendrée par l'épidémie de la Covid-19 a également fortement impacté l'économie polynésienne, fragilisant des secteurs porteurs comme le tourisme et dégradant la situation de secteurs déjà en difficulté comme la perliculture.

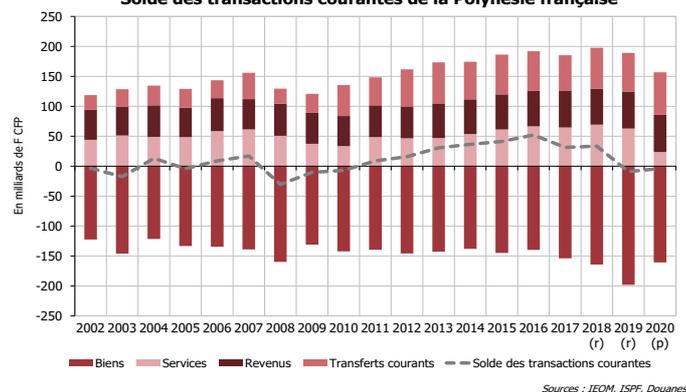
Le solde des transactions courantes reste ainsi déficitaire, pour la deuxième année consécutive (-4,0 mds F CFP contre -9,1 mds F CFP en 2019). En 2019, ce déficit était dû à l'importation de biens d'équipement exceptionnels tandis qu'en 2020, il est lié au ralentissement de l'activité économique. Le déficit sur les échanges de biens se résorbe légèrement mais reste élevé à -160,7 mds F CFP. En revanche, l'excédent lié aux échanges de services diminue nettement pour atteindre 23,7 mds F CFP.

La crise sanitaire a mis un terme à la progression continue des importations de la Polynésie Française depuis 2016. En effet, les importations (hors exceptionnelles) ont diminué de 8 % en 2020, reflétant le recul de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. En parallèle, les exportations de produits locaux, en particulier de perles, de poissons et de vanille, ont diminué de 4,4 mds F CFP, soit -43,8 %.

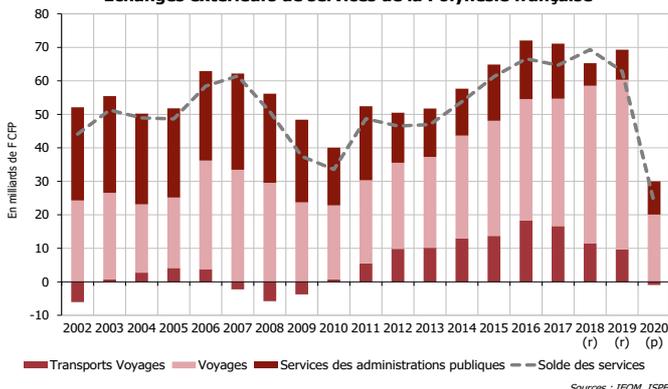
La contraction de l'excédent des échanges de services est principalement liée à la chute des recettes issues du tourisme, principale ressource de la Polynésie française. Contrainte par les différentes mesures de restriction des déplacements, la fréquentation touristique a été divisée par trois en un an (77 000 touristes en 2020 contre 236 000 en 2019). Ainsi, les touristes en provenance de l'extérieur n'ont rapporté que 28,1 mds F CFP de recettes, soit 42,5 mds F CFP de moins qu'en 2019. De la même façon, la balance des services de transport devient déficitaire en 2020, en lien avec la baisse des recettes nettes du transport aérien.

Le compte financier de la Polynésie française présente une hausse des avoirs nets à hauteur de 12,2 mds F CFP. Les investissements directs se soldent par des sorties nettes de 1,7 mds F CFP, la crise sanitaire ayant davantage freiné les investissements des non-résidents en Polynésie française (-35 % par rapport à 2019) que les investissements des Polynésiens à l'étranger (-16 %). Par ailleurs, les autres investissements se soldent également par des sorties nettes de 8,1 mds F CFP. Les avoirs des banques de la place auprès de l'étranger augmentent de 14,2 mds F CFP, en lien avec l'accroissement des dépôts collectés, renforçant ainsi la position extérieure nette du secteur bancaire. A l'inverse, les engagements des administrations publiques augmentent nettement suite à l'obtention d'un prêt de 28,6 mds F CFP par le Pays auprès de l'AFD.

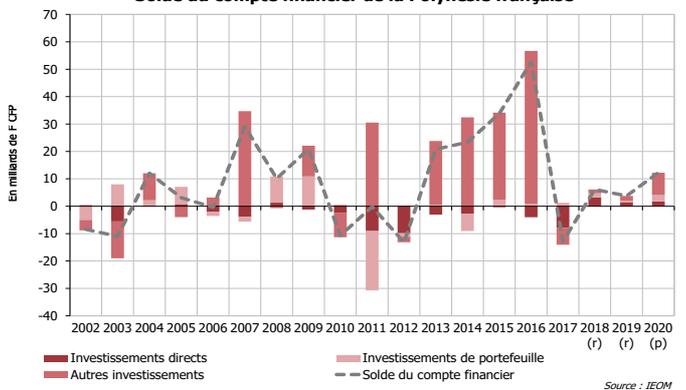
**Solde des transactions courantes de la Polynésie française**



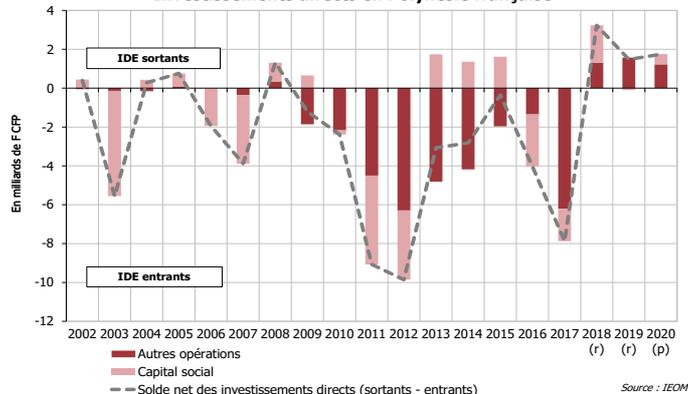
**Échanges extérieurs de services de la Polynésie française**



**Solde du compte financier de la Polynésie française**



**Investissements directs en Polynésie française**



(r) : chiffres révisés

(p) : chiffres provisoires

## Quelques éléments méthodologiques

### Les biens : des données douanières aux données d'échanges de biens de la balance des paiements

Les données douanières constituent la principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens. Elles font néanmoins l'objet de différents retraitements en balance des paiements : exclusion des opérations qui ne donnent lieu ni à transfert de propriété ni à paiement ; importations comptabilisées en valeur CAF (coût, assurance et fret) ramenées à leur valeur FAB (franco à bord) pour être comparables aux exportations.

### L'estimation de la ligne voyages

La ligne « voyages » prend en compte au crédit l'ensemble des dépenses en Nouvelle-Calédonie/Polynésie française des non-résidents et, au débit, celles des résidents calédoniens/polynésiens à l'extérieur de la collectivité, et ce quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaires ou scolaires). Les dépenses et recettes de transports liées aux voyages internationaux ne sont en revanche pas enregistrées sur cette ligne, mais avec les services de transports. Depuis 2008 en Nouvelle-Calédonie et à partir de 2009 en Polynésie française, la ligne « voyages » est mesurée à l'aide des enquêtes tourisme de l'ISEE et de l'ISPF.

### Les revenus

Les revenus sont partagés entre rémunérations des salariés et revenus des investissements :

- les rémunérations des salariés comprennent les salaires et traitements versés par des employeurs non-résidents à leurs salariés résidents (y compris les rémunérations versées par l'État métropolitain à ses agents) et inversement ;
- les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs (revenus des investissements directs, revenus des investissements de portefeuille et autres revenus d'investissements).

### Les transferts courants

Les transferts courants comprennent à la fois les transferts courants des administrations publiques, les envois de fonds de travailleurs et d'autres transferts tels que les indemnités et une partie des primes d'assurance sur marchandises. Cette rubrique présente traditionnellement un solde largement excédentaire au sein des deux collectivités en raison du poids des transferts en provenance des administrations publiques hexagonales. Ceux-ci recouvrent notamment, côté crédits, les prestations sociales versées (principalement les pensions), les dépenses d'investissements et les dotations aux collectivités locales ; et côté débits, les recettes perçues, telles que les cotisations sociales et les impôts.

### Les investissements directs (ou ID)

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. Les ID comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont prêts, avances, dépôts, à court et long terme). L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'ID. Par ailleurs, les bénéfices réinvestis ne sont pas pris en compte.

### Les autres investissements

Ce poste englobe toutes les opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne figurent pas sous une autre rubrique du compte financier. Il se répartit entre créances et engagements des résidents vis-à-vis de l'extérieur, puis par nature d'opérations (crédits commerciaux, prêts et emprunts, autres avoirs et engagements), enfin par secteur résident à l'origine des créances et engagements :

- les avoirs de l'IEOM retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France hexagonale qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM ;
- les engagements des administrations publiques renseignent sur l'augmentation ou la diminution des emprunts contractés par les administrations publiques résidentes à l'extérieur de la collectivité (généralement auprès d'établissements tels que l'Agence française de développement, Dexia ou la Caisse des dépôts et consignations) ;
- les avoirs et engagements du secteur bancaire permettent d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur ;
- les avoirs et engagements des « autres secteurs », soit des entreprises et des ménages ;
- les avoirs de réserve : l'IEOM ne détient ni stock d'or ni avoirs en Droits de tirage spéciaux (DTS), et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international. Le poste « avoirs de réserve » n'apparaît donc pas dans la balance des paiements des collectivités d'outre-mer.

## Les normes méthodologiques internationales évoluent

Les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sont publiées, depuis deux ans, selon la norme de la sixième édition du « Manuel de balance des paiements » du FMI (« BPM6 »).

La méthodologie BPM6, qui vise notamment à une meilleure articulation avec la comptabilité nationale et la position extérieure, se traduit par un niveau de détail plus grand, non disponible dans le système actuel de collecte des collectivités françaises du Pacifique. Toutefois, par rapport aux éditions précédentes, un certain nombre de reclassements a été effectué entre biens et services (négoce international, travail à façon...). Par ailleurs, la présentation du compte financier s'effectue dans le BPM6 avec des conventions de signes différentes de celles de la cinquième édition du Manuel :

- dans la présentation BPM5, un flux net négatif correspondait à une augmentation des créances sur l'extérieur ou à une diminution des engagements vis-à-vis de l'extérieur (exemple : un investissement direct effectué à l'extérieur ou une liquidation d'un investissement étranger dans le territoire), puisqu'elle traduit une « sortie » de capitaux vers l'extérieur ;
- dans la présentation BPM6, le signe « + » retrace désormais les hausses des créances et des engagements et le signe « - » les baisses.

Le tableau ci-dessous montre l'impact du reclassement du négoce international et du travail à façon dans le compte de transactions courantes et du changement de conventions de signes dans le compte financier.

Principaux postes de la balance des paiements en 2020 (soldes)	Montants en milliards de F CFP			
	Nouvelle-Calédonie		Polynésie française	
	BPM5	BPM6	BPM5	BPM6
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-25,5</b>	<b>-25,5</b>	<b>-4,0</b>	<b>-4,0</b>
- Biens	-79,1	-79,5	-162,3	-160,7
- Services	-45,2	-44,8	25,2	23,7
- Revenus (BPM5) / Revenus primaires (BPM6)	44,2	44,2	62,1	62,1
- Transferts courants (BPM5) / Revenus secondaires (BPM6)	54,6	54,6	71,0	71,0
<b>Compte de capital</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Compte financier</b>	<b>22,5</b>	<b>-22,5</b>	<b>-12,2</b>	<b>12,2</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>54,4</b>	<b>-54,4</b>	<b>-1,7</b>	<b>1,7</b>
- Investissements directs sortants	-5,7	5,7	-3,6	3,6
Capital social	-5,7	5,7	-0,8	0,8
Autres opérations (BPM5) / Autres opérations (prêts intragroupes)(BPM6)	-0,1	0,1	-2,9	2,9
- Investissements directs entrants	60,2	60,2	1,9	1,9
Capital social	-0,3	-0,3	0,3	0,3
Autres opérations (BPM5) / Autres opérations (prêts intragroupes)(BPM6)	60,4	60,4	1,6	1,6
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>-4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>-2,4</b>	<b>2,4</b>
Avoirs	-4,3	4,3	-2,3	2,3
Engagements	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>-27,6</b>	<b>27,6</b>	<b>-8,1</b>	<b>8,1</b>
Avoirs	-0,1	0,1	-10,9	10,9
Engagements	-27,4	-27,4	2,8	2,8
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>16,2</b>	<b>16,2</b>

\* La collecte, telle qu'elle est effectuée aujourd'hui, ne nous permet pas de distinguer les crédits commerciaux entre affiliés de ceux entre non affiliés. Les chiffres sont donc identiques à ceux diffusés sous convention BPM5.

Sources : IEOM, ISEE, ISPF, Douanes

- Le rapport [Balance des paiements 2019 de la Nouvelle-Calédonie](#) est disponible sur le site internet de l'IEOM.
- Le rapport [Balance des paiements 2019 de la Polynésie française](#) est disponible sur le site internet de l'IEOM.